

VALORISER LA NATURE, UN ENJEU STRATÉGIQUE

Article basé sur un entretien avec Mark Gough
Directeur général de Capitals Coalition



Mark Gough est le directeur général de Capitals Coalition, une coalition mondiale d'entreprises, de gouvernements et d'organisations de la société civile qui œuvre dans le but de faire avancer l'approche capitaliste de la prise de décision. L'initiative comporte deux volets : la Natural Capital Coalition et la Social and Human Capital Coalition. Fort d'une longue expérience dans le secteur privé, à la tête des programmes et des stratégies pour le Crown Estate et Reed Elsevier (devenu RELX), il a également conseillé un grand nombre d'organisations. Entre autres postes de conseil, Mark est membre du comité d'orientation de TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity), membre du comité directeur du CEO Water Mandate des Nations unies et conseiller auprès du Panel de haut niveau sur la construction d'une économie océanique durable.

Jusqu'à présent laissée de côté dans les systèmes de mesure de la richesse en raison de son « invisibilité économique », la valeur associée au capital naturel constitue pourtant la base de nos économies et de nos sociétés en raison de ses divers avantages écosystémiques, dont la dégradation impose des coûts externes à la société et aux générations futures. Les organisations doivent désormais s'efforcer de mieux comprendre leur dépendance à l'égard de ces services pour pouvoir relever les défis majeurs auxquels nous sommes confrontés à l'échelle mondiale, tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et le renforcement des inégalités. À cette fin, des organisations publiques et privées ont entrepris un certain nombre d'initiatives, avec des résultats en progression. Toutefois, la prise de conscience grandissante de l'interconnexion des défis auxquels nos sociétés sont confrontées montre à quel point il est urgent d'investir dans ces différentes formes de capital – naturel, social et humain – afin de garantir leur protection et leur valorisation continue pour nos sociétés.

INTRODUCTION

Ces dernières années, la prise de conscience de la perte de biodiversité par un nombre croissant d'acteurs - tant publics que privés - a mis en évidence le rôle de la nature et de ses différents services en tant que fondement essentiel de l'économie et des activités humaines. Selon l'OCDE¹, les bénéfices économiques des services écosystémiques à l'échelle mondiale peuvent être estimés entre 125 000 et 140 000 milliards de dollars par an. À l'approche de la quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (initialement prévue en mai 2020, puis reportée à plusieurs reprises jusqu'en 2022), la préservation de la biodiversité et de ses services écosystémiques est devenue une question prioritaire de l'agenda international, au même titre que la lutte contre le changement climatique. Si certaines parties prenantes ont commencé à rassembler, à titre individuel, des informations sur l'état de leur capital naturel, il serait utile de mettre en œuvre des méthodes de comptabilisation intégrées, plus robustes, du capital naturel. Des méthodes plus globales permettraient, en effet, de lutter contre la perte de biodiversité et de garantir une transition plus verte pour nos économies.

¹ OCDE, *Financer la biodiversité, agir pour l'économie et les entreprises*, mai 2019.





LE CAPITAL NATUREL : UNE APPROCHE ESSENTIELLE POUR VALORISER LA NATURE ET SES BÉNÉFICES POUR LA SOCIÉTÉ

DÉFINIR LE CAPITAL NATUREL

La notion de capital est généralement appréhendée en termes financiers uniquement. Pourtant, elle renvoie en réalité à toute ressource ou actif qui stocke ou fournit de la valeur aux individus.

Le capital naturel fonctionne selon les mêmes principes que le capital « classique » : les investissements garantissent un flux de valeur pour les générations actuelles et futures. À l'inverse, si l'on entame le stock de capital sous-jacent, on réduit la capacité de la nature à fournir les biens et les services dont dépendent notre prospérité sociale et économique. Pour les organisations, le fait de reconnaître leur dépendance envers le capital naturel peut constituer un tournant décisif. Elles pourraient notamment prendre conscience du fait que ce qu'elles considèrent comme immatériel est en fait le fondement même de leur réussite. Cette nouvelle manière de voir les choses peut inciter les entreprises à préserver la santé et la résilience des écosystèmes naturels et à investir en ce sens, ce qui bénéficierait non seulement aux entreprises, mais aussi aux autres parties prenantes et à la nature elle-même.

Le capital naturel peut être défini comme étant le stock de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables sur terre (les plantes, les animaux, l'air, l'eau, les sols et les minéraux) qui se combinent pour produire un flux de bénéfices ou de « services » pour les individus². La définition la plus courante des services écosystémiques est celle de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire demandée en l'an 2000

par Kofi Annan, alors Secrétaire général des Nations unies. Lancée en 2001 et publiée en 2005, elle définit les services écosystémiques comme « les bénéfices que les humains retirent des écosystèmes », et les regroupe en quatre catégories :

- **Services d'approvisionnement** : produit obtenu à partir des écosystèmes (par exemple : nourriture, matières premières, eau douce et ressources médicinales).
- **Services de régulation** : bénéfices obtenus par la régulation des processus des écosystèmes (par exemple : atténuation du changement climatique par la séquestration du carbone, climat local et qualité de l'air, pollinisation, filtration de l'eau par les zones humides, contrôle de l'érosion et protection, par la végétation, contre les effets des phénomènes météorologiques violents).
- **Services culturels** : bénéfices immatériels obtenus à partir des écosystèmes contribuant à notre bien-être spirituel (par exemple : appréciation esthétique et inspiration pour la culture, l'art et le design).
- **Services de soutien (relatifs aux habitats)** : services nécessaires à la production de tout autre service en lien avec les écosystèmes (photosynthèse, habitats pour la faune, cycle des nutriments, etc.).

Alors que la nature sous-tend tous les aspects de notre société et de notre économie, les méthodes classiques de mesure du progrès, comme le PIB, n'ont pas réussi jusqu'à présent à identifier et à mesurer la valeur que ces services écosystémiques apportent à nos systèmes économiques. Au contraire, la destruction des écosystèmes entraîne bien souvent une augmentation du PIB, et la valeur perdue par ces activités est économiquement invisible et externalisée. Une approche fondée sur le capital naturel permettrait aux décideurs de reconnaître la valeur d'une nature intacte, contrairement au paradigme actuel, qui consiste à valoriser la nature uniquement lorsque nous la réduisons et la transformons.

² Natural Capital Coalition, *Natural Capital Protocol Principles and Framework*.

UNE PRISE DE CONSCIENCE CROISSANTE

Bien que le concept de capital naturel ne soit pas encore généralisé, il s'est imposé au cours des douze derniers mois dans le débat public. L'année 2021 a vu une accélération majeure en ce sens, dans le cadre du processus décisionnel de certains gouvernements et organismes intergouvernementaux de premier plan.

Dans la lignée du communiqué des ministres du climat et de l'environnement du G7³, la déclaration officielle des ministres des finances du G7 engage les pays participants à « intégrer correctement les considérations relatives au changement climatique et à la perte de biodiversité dans les décisions économiques et financières. ».

Dans le nouveau pacte pour la nature, qui fait partie du communiqué final du G7⁴ de 2021, le Groupe des Sept écrit que : « La nature, et la biodiversité qui la sous-tend, assurent la pérennité de nos économies, de nos moyens de subsistance et de notre bien-être. Nos décisions doivent tenir compte de la valeur réelle des biens et services que nous en tirons », tout en s'engageant à « freiner et à inverser la perte de biodiversité d'ici 2030 ». Cet engagement a été repris dans la nouvelle « Charte de l'Atlantique » signée par le Président des États-Unis et le Premier ministre britannique, ainsi que par la Dasgupta Review sur « L'économie de la biodiversité » commandée par le Trésor britannique. Elle constitue aussi un jalon central du projet de Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique.

Si la prise de conscience du concept ne cesse de gagner du terrain, force est de constater que la mise en œuvre est plus lente. Bien que 25 % des entreprises du Global 500 soient désormais familiarisées avec le concept, moins de 5 % d'entre elles ont effectivement réalisé une évaluation des répercussions de leurs activités et de leurs dépendances à l'égard du capital naturel et encore moins ont activement pris en compte ces informations pour éclairer leur prise de décision.

LA NÉCESSAIRE STANDARDISATION DES APPROCHES DU CAPITAL NATUREL

Dans le contexte actuel de perte de biodiversité et de dégradation rapide des écosystèmes, il est devenu essentiel de fournir aux décideurs publics et privés des outils leur permettant de mesurer, d'évaluer, de gérer et de divulguer les répercussions de leurs activités et leur dépendance vis-à-vis des systèmes naturels.

SECTEUR PUBLIC VS. SECTEUR PRIVÉ : DES NIVEAUX DE MATURITÉ DIFFÉRENTS

Au cours des dernières années, le secteur public a fait des progrès significatifs en termes de standardisation, notamment avec le Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE). Le SCEE est un système statistique international qui rassemble, dans un cadre commun, les informations environnementales et économiques. L'adoption en mars 2021, par la Commission statistique des Nations unies, du « Système de

comptabilité économique et environnementale – Comptabilité par écosystème » (SCEE CE) représente une avancée majeure dans la reconnaissance de la « valeur » de la nature. C'est aussi un nouvel outil qui permet de dépasser l'habituelle notion de PIB en intégrant, au niveau des économies nationales, les aspects environnementaux et sociaux. Le SCEE CE offre un cadre comptable qui permet de mesurer la contribution des écosystèmes à notre société, leur état de santé et les services qu'ils fournissent à nos économies. Selon la recension des Nations unies⁵, ce cadre comptable a déjà été appliqué par 89 pays dans le monde pour orienter leurs politiques. Par exemple, l'Australie a utilisé une comptabilité prenant en compte le capital naturel pour lutter contre les effets de la sécheresse et mieux gérer la Grande Barrière de corail. Néanmoins, malgré l'essor de la comptabilité des écosystèmes ces dernières années, trop peu de pays appliquent effectivement ces approches, ce qui laisse une marge de progression dans la mise en œuvre.

La situation est très différente au niveau du secteur privé : si la mise en œuvre des approches du capital naturel est plus développée, les organisations utilisent une grande variété de méthodologies et d'outils.

Il existe différentes façons d'éclairer la valeur que nous recevons du capital naturel, et cette valeur peut être fournie en termes quantitatifs, qualitatifs ou monétaires, selon les besoins de l'organisation et les décisions qu'elle souhaite éclairer.

Développé par l'UICN, Birdlife International, Conservation International et le PNUE-WCMC, l'Outil d'évaluation intégrée de la biodiversité (IBAT) peut être utilisé pour cartographier les zones de préoccupation écologique autour des lieux où opèrent les entreprises. Il est utilisé par plusieurs entreprises comme Allianz et General Motors et la carte interactive intégrée à l'outil permet de visualiser le périmètre des zones protégées ou de grand intérêt écologique par rapport aux limites géographiques des sites ou des futurs projets des entreprises.

Il existe également des outils de mesure de la performance environnementale comme le Compte de Résultat Environnemental (EP&L en anglais) développé par le groupe de luxe français Kering, qui consiste à évaluer et publier les externalités environnementales d'une organisation tout au long de sa chaîne de valeur. Plusieurs critères sont pris en compte : la pollution atmosphérique, les émissions de GES, les changements d'affectation des sols, la production de déchets, ainsi que la consommation et la pollution de l'eau. Ces impacts sont ensuite convertis en valeurs monétaires afin de quantifier la valeur apportée par la nature à l'organisation. Cet outil montre notamment que 66 % des impacts de Kering sont liés à l'approvisionnement en matières premières. Il s'agit d'un moyen très efficace de comprendre les impacts de l'activité des entreprises. Les parties prenantes telles que les investisseurs et les clients, qui exigent de plus en plus d'informations et de transparence, ont accès à cet outil.

Les méthodes classiques de mesure du progrès, comme le PIB, n'ont pas réussi jusqu'à présent à identifier et à mesurer la valeur que ces services écosystémiques apportent à notre économie

3 G7 Climat et environnement : Communiqué des ministres, Londres, mai 2021.

4 Communiqué G7 2030 Nature Compact.

5 Rapport 2020 Global Assessment of Environmental-Economic Accounting and Supporting Statistics.






















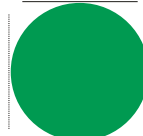





















ZOOM SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT ENVIRONNEMENTAL DE KERING (2020)⁶

Le résultat environnemental du Groupe Kering pour 2020 est estimé à 516 M€. Il quantifie la valeur de l'impact résultant de six catégories de facteurs : les émissions atmosphériques, les gaz à effet de serre, l'utilisation des sols, les déchets, la consommation d'eau et la pollution de l'eau, à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement de Kering, de la production des matières premières jusqu'à la fin de vie du produit, en passant par son utilisation.

Différentes techniques d'évaluation sont utilisées pour estimer la valeur des impacts. Dans le cas des gaz à effet de serre, c'est l'approche du coût social du carbone qui

est retenue, afin de refléter le coût global complet des dommages causés par les émissions de GES au cours de leur durée de vie dans l'atmosphère.

Le compte EP&L aide Kering à concevoir des politiques d'approvisionnement, des processus industriels et une gestion responsables. Il permet aussi de mesurer les avancées dans la réalisation des objectifs de durabilité de l'entreprise. En 2020, la majeure partie des impacts (56 %) se produisaient au niveau de la production des matières premières. L'utilisation des sols (31 %) et les GES (35 %) étant les deux domaines les plus concernés.

	Fin de vie	Phase d'utilisation	Niveau 0 Magasins, entrepôts, bureaux	Niveau 1 Assemblage	Niveau 2 Fabrication	Niveau 3 Traitement des matières premières	Niveau 4 Production de matières premières	TOTAL EN MILLIONS
Émissions atmosphériques 								10 % 50,2 €
GES 								35 % 183,7 €
Utilisation des sols 								31 % 160,3 €
Déchets 								7 % 34,2 €
Consommation d'eau 								7 % 33,8 €
Pollution de l'eau 								10 % 53,7 €
TOTAL EN MILLIONS	0,2 % 0,9 €	12 % 61,3 €	10 % 52,5 €	5 % 28, €	8 % 43,5 €	9 % 44,0 €	56 % 285,7 €	100 % 515,9 €

⁶ Kering, Environmental Profit & Loss (EP&L). Résultats du Groupe en 2020.



ZOOM SUR L'ENTREPRISE OLAM, PIONNIÈRE DE LA PRISE EN COMPTE DU CAPITAL NATUREL

Olam International Ltd. est une société singapourienne leader dans le domaine de l'agroalimentaire, spécialisée dans le commerce de matières premières agricoles et d'ingrédients alimentaires. L'entreprise livre 47 produits différents (cacao, café, coton, noix, épices etc.) à plus de 16 200 clients sur 70 marchés et emploie environ 81 000 personnes dans le monde.

Consciente que le secteur agroalimentaire est l'un des plus grands contributeurs aux émissions de GES et l'un des plus grands facteurs de perte de biodiversité terrestre, Olam a lancé en 2017 une nouvelle stratégie axée sur les objectifs, Re-imagine Global Agriculture and Food Systems, et a commencé à rendre compte de l'impact de son activité sur six différents capitaux extra-financiers (social, humain, manufacturé, naturel, immatériel et intellectuel) en vue de démontrer sa contribution à la création de valeur à long terme pour le Groupe, mais aussi pour ses parties prenantes.

L'entreprise a ensuite développé différentes initiatives, telles que la Olam Living Landscapes Policy (OLLP), qui soutient une approche Net-Positive des chaînes d'approvisionnement agricoles et de la gestion des paysages, et des outils tels que l'Integrated Impact Statement (IIS), un outil de prise de décision couvrant trois capitaux (naturel, social et humain) et composé de trois éléments : les pertes et profits, le bilan, et la déclaration des risques et opportunités.

Aujourd'hui reconnue comme l'une des entreprises leaders dans l'établissement de liens entre finance et développement durable, Olam a récemment reçu le BusinessGreen Leaders Award dans la catégorie « Nature Based Project of the Year » pour le travail effectué par sa filiale Olam Food Ingredients auprès des petits exploitants, en vue de lutter contre la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement du cacao.

La Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD) – dans le même esprit que la Taskforce on Climate-related Financial Disclosures – lancée en juin 2021 par une dizaine d'institutions financières dont AXA, BNP Paribas et la Banque mondiale aux côtés des gouvernements britannique et suisse, est un autre cadre intéressant dédié aux acteurs financiers. Coordonnée par Global Canopy, le PNUD et le WWF, l'initiative vise à construire un référentiel international d'analyse et de reporting d'ici 2023 pour les institutions financières sur leurs impacts et risques liés à la perte de biodiversité.

UNE NÉCESSAIRE STANDARDISATION

Toutefois, les approches développées par ces différents acteurs ayant entraîné la multiplication de procédures et comptabilités individuelles, il est difficile d'établir des comparaisons. La Capitals Coalition a donc tenté d'harmoniser les bonnes pratiques existantes en vue de proposer une approche mondiale standardisée, à travers le Natural Capital Protocol, un cadre décisionnel qui permet aux organisations (principalement des entreprises) d'identifier, de mesurer et de valoriser leurs impacts directs et indirects et leurs dépendances vis-à-vis du capital naturel⁷. La méthodologie du Natural Capital Protocol se divise en quatre étapes et neuf sous-étapes qui traitent de questions plus spécifiques.

Ce cadre co-construit permet aux acteurs de choisir le bon outil en fonction de leurs objectifs. Il peut être appliqué à tous les secteurs d'activité et à des entreprises de toutes dimensions, et peut être utilisé à plusieurs niveaux des organisations (produit, projet ou ensemble de l'organisation) et dans toutes les régions du monde.

DE L'ÉVALUATION UNIQUE À L'ÉVALUATION INTÉGRÉE DU CAPITAL : VERS UNE APPROCHE PLUS GLOBALE

La popularité grandissante du concept de capital naturel et la disponibilité de nombreux outils destinés aux entreprises, aux institutions financières et aux gouvernements constituent un signal encourageant pour la conservation de la nature. Toutefois, il existe encore de nombreuses marges de progression : un déficit de compétences et de connaissances sur le sujet, la difficulté de convaincre en interne les conseils d'administration ou les dirigeants des entreprises, des lacunes dans la compréhension des avantages concrets pour l'organisation en termes de modèle économique, etc. Le passage de cette approche volontaire à une approche obligatoire d'ici 2030 constitue donc une étape clé.

Pour faire face aux trois crises mondiales interconnectées que sont le changement climatique, la perte de la biodiversité et l'augmentation des inégalités dans le monde, le prochain défi majeur pour les entreprises, les institutions financières et les gouvernements sera de passer d'une évaluation unique des capitaux à une évaluation intégrée des capitaux (la Capitals Coalition reconnaît quatre catégories principales de capitaux : le capital naturel, le capital social, le capital humain et le capital produit) afin d'améliorer leur prise de décision en dépassant la mentalité du « cloisonnement » pour prendre en compte la globalité du système dans lequel ils opèrent. En tenant compte de ces différents capitaux, l'ensemble des externalités environnementales, sociales et économiques deviennent visibles dans une planète interconnectée. Par exemple, la pollution marine générée par une entreprise peut affecter la qualité du capital naturel, qui peut ensuite affecter le capital humain et social des communautés qui dépendent du poisson pour leur approvisionnement alimentaire et pour leur

⁷ Natural Capital Coalition, *Natural Capital Protocol Principles and Framework*.



Natural Capital Protocol : méthodologie ⁸

Stade	CADRE Pourquoi ?		PORTÉE Quoi ?		MESURE ET VALORISATION Comment ?			APPLICATION Et ensuite ?	
	Étape	01 Démarrage	02 Définition de l'objectif	03 Portée de l'évaluation	04 Détermination des impacts et/ou dépendances	05 Mesure des causes des impacts et/ou dépendances	06 Mesure des changements de la situation du capital naturel	07 Valorisation des impacts et/ou dépendances	08 Interprétation et test des résultats
Question associée	Pourquoi devriez-vous mener une évaluation du capital naturel ?	Quel est l'objectif de votre évaluation ?	Quel est le périmètre adéquat pour atteindre votre objectif ?	Quels impacts et/ou dépendances sont matériels ?	Comment mesurer les causes de vos impacts et/ou dépendances ?	Quels sont les changements ou tendances à l'œuvre dans la situation du capital naturel en lien avec les impacts et/ou dépendances de votre activité ?	Quelle est la valeur des impacts et/ou dépendances de votre capital naturel ?	Comment interpréter, valider et vérifier les processus et résultats de votre évaluation ?	Comment allez-vous appliquer vos résultats et intégrer le capital naturel à vos processus existants ?

PRINCIPES : Pertinence, Rigueur, Réplicabilité, Cohérence

8 Natural Capital Coalition, *Natural Capital Protocol Principles and Framework*.

Schéma 1

pêche. Pour relever le défi que représente la compréhension des interconnexions, des compromis et des synergies entre toutes les formes de capital, la Capitals Coalition a élaboré les Principes des évaluations intégrées des capitaux⁹ afin de fournir des orientations sur la manière d'appliquer une

approche cohérente des capitaux via une réflexion intégrée. Cette approche globale du concept de capital pourrait changer la donne, et contribuer à une transition verte et équitable dans les années à venir.

9 Capitals Coalition, *Principles of Integrated Capitals Assessments*, janvier 2021.

Au-delà du PIB : un cadre pour une comptabilité exhaustive des richesses¹⁰

Prospérité et bien-être à long terme

Richesse totale

Capital naturel

Capital social

Capital humain

Capital produit

Énergie/
minéraux

Terres
agricoles

Valeurs des réseaux,
confiance et normes
communes

Éducation,
revenu et qualités

Machines,
équipement
et structures

Total
des actifs -
Total
des dettes

Forêts

Zones
protégées

10 Capitals Coalition, « Beyond GDP – United Nations Adopts New SEEA Ecosystem Accounting Standard », juin 2021.

Schéma 2

